

Le 07 OCT. 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme et Habitat

N/réf : SP/AR

Objet : Arrêté d'engagement de la modification n°4 du PLU de La Séguinière

ARRÊTÉ n° 2024/179

Le Président de Cholet Agglomération,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.104-3, L. 132-7, L. 132-9, L. 153-36 à L. 153-44, R.104-12, R.104-33 à R.104-37 et R. 153-1,
- Vu la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Séguinière, adopté par délibération du Conseil Municipal du 9 avril 2010 et ses procédures d'évolution approuvées,
- Considérant la nécessité d'adapter le PLU, notamment les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement écrit et graphique du PLU pour accompagner l'évolution de la commune de La Séguinière,
- Considérant que ces adaptations relèvent du champs d'application de la procédure de modification, conformément aux articles L. 153-36 et L. 153-44 du code de l'urbanisme,
- Considérant que la loi d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les modalités d'examen au cas par cas de soumission à évaluation environnementale des évolutions de documents d'urbanisme,

ARRÊTE

Article 1 : La procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Séguinière est engagée.

Article 2 : Le projet de modification a pour objet :

- la délimitation d'un sous-secteur au sein duquel les installations photovoltaïques seront autorisées,

- l'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de la Zone d'Activités de la Bergerie,
- l'évolution du règlement écrit afin de modifier les règles d'implantation en zone UY et 1AUy,
- diverses évolutions de zonage à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.

Article 3 : Le projet de modification fera l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, dans les conditions fixées aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Le projet de modification sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme pour avis avant enquête publique.

Article 5 : Le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les PPA ainsi que l'avis conforme rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) seront, après délibération prise par le Conseil de Communauté suite à l'avis reçu de la MRAe, soumis à enquête publique dans des conditions permettant au public de formuler ses observations.

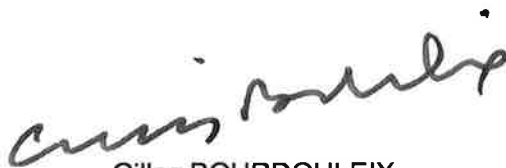
Article 6 : À l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois à l'Hôtel d'Agglomération et dans la mairie de La Séguinière. Une copie sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet.

Article 8 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date à laquelle il revêt un caractère exécutoire.

Article 9 : Madame le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



Gilles BOURDOULEIX
Maire de Cholet
Président de Cholet Agglomération
Député honoraire